



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nantes, le 28 février 2024

INTERDICTION DU CONCERT DE FREEZE CORLEONE AU ZÉNITH LE 28 FÉVRIER 2024

Par arrêté préfectoral du 26 février 2024, Fabrice Rigoulet-Roze, préfet de la Loire-Atlantique, a interdit le concert de Freeze CORLEONE au Zénith de Saint-Herblain le 28 février 2024, les productions musicales de cet artiste étant connues pour ses références ouvertement antisémites, empreintes d'une admiration pour le IIIème Reich et manifestant une complaisance à l'égard du terrorisme. L'arrêté préfectoral mettait notamment en avant la sortie récente, le 8 février, d'une nouvelle chanson de Freeze CORLEONE qui a fait l'objet d'une ouverture d'enquête par le parquet de Nice pour apologie du terrorisme en raison des références à l'attaque terroriste de Nice du 14 juillet 2016. Cette interdiction du concert, mesure administrative préventive, a été prise pour empêcher que soient à nouveau tenus des propos constitutifs d'une infraction pénale ou de nature à porter atteinte à la dignité de la personne humaine et pour prévenir les risques de troubles à l'ordre public.

L'artiste a fait une requête au tribunal administratif de Nantes le 26 février, demandant au juge des référés de suspendre l'arrêté et d'enjoindre au préfet de la Loire-Atlantique de le laisser se produire sur scène au Zénith de Nantes métropole le 28 février 2024. L'audience au tribunal administratif de Nantes s'est tenue ce jour et le juge des référés a confirmé l'arrêté du préfet de Loire-Atlantique qui interdit la tenue du concert de Freeze CORLEONE.

Dans son ordonnance, le juge a notamment mis en exergue le « *risque sérieux que soient tenus des propos de nature à porter de graves atteintes au respect des valeurs et principes fondamentaux, notamment de dignité de la personne humaine, consacrés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* ».

Le juge mentionne également le contexte tendu à l'égard de la communauté juive en France et en Loire-Atlantique, où 9 actes antisémites ou appelant à la haine ont fait l'objet d'un signalement par le préfet auprès du procureur de la République, au titre de l'article 40 du code de procédure pénale, depuis l'attaque contre Israël du 7 octobre 2023.

**Préfecture de la Loire-Atlantique
Service régional de la communication interministérielle**